

Conseil de Paris
Séance des 29 et 30 septembre 2009

Vœu présenté par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le groupe communiste et élus du Parti de Gauche, du groupe Les Verts et du groupe Mouvement Républicain et Citoyen relatif au statut de La Poste, à l'ouverture d'un débat public et pour un référendum sur le service public postal

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

- ✓ Considérant que le service public postal remplit des missions indispensables en matière d'aménagement du territoire et de lien social. Que ses missions de service public dépassent le cadre du service universel du courrier et de la presse, de l'accessibilité bancaire et de la présence postale territoriale, dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires.
- ✓ Considérant les enjeux environnementaux liés à la préservation d'un service public de proximité, en termes de limitation des déplacements et donc de réduction de l'empreinte carbone.
- ✓ Considérant que le gouvernement et la direction de La Poste envisagent de changer le statut de l'établissement public afin de le transformer en société anonyme dans le cadre de la loi de transposition de la directive postale mettant fin au monopole de La Poste sur le courrier de moins de 20 grammes le 1er janvier 2011.
- ✓ Considérant que ce service public postal est déjà l'objet de remises en cause très importantes qui ont abouti à une détérioration du service rendu à la collectivité. Plus de 6 100 bureaux de poste sur 17 000 ont déjà été transformés en « partenariats » et plus de 50 000 emplois ont été supprimés depuis 2002. Ceci se traduisant par un accroissement des tournées de facteurs à découvert, des horaires de levées avancés, des files d'attente qui s'allongent.
- ✓ Considérant qu'en Europe, les privatisations postales ont engendré baisse de qualité de service, augmentation des tarifs et destructions d'emplois.
- ✓ Considérant que le service public postal doit être maintenu, modernisé et rénové afin de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.
- ✓ Considérant que la population a son mot à dire sur l'avenir du service public postal, dans le cadre d'un débat public et d'un référendum.

- ✓ Considérant qu'une consultation nationale de la population est organisée le samedi 3 octobre 2009 à l'initiative du Comité National contre la privatisation de La Poste pour l'ouverture d'un débat public et pour un référendum sur le service public postal.

Sur la proposition des élus des groupes socialistes, radicaux et apparentés, Communiste et élus du Parti de Gauche, Les Verts et du Mouvement Républicain et Citoyens, le Conseil de Paris, émet le vœu que la Ville de Paris :

- ✓ réaffirme sa position pour le retrait du projet de loi postale 2009 et son soutien au comité parisien contre la privatisation de La Poste ;
- ✓ s'engage à assurer l'information aux administrés de la consultation citoyenne du 3 octobre 2009 organisée à l'initiative du comité national contre la privatisation de la Poste ;
- ✓ appelle l'ensemble de ces administrés à participer massivement à cette consultation ;
- ✓ soutienne les mairies d'arrondissements qui souhaitent permettre le bon déroulement et faciliter la lisibilité de cette consultation ;
- ✓ demande la tenue d'un référendum sur le service public postal.